ENTRE MARDI ET MERCREDI, À BOUMERDÈS ET TIZI-OUZOU

D'importantes quantités de matières pour la fabrication d'explosifs découvertes par l'ANP

Après Bouira et Tizi-Ouzou, c'était donc, dans la matinée de lundi, au tour de Boumerdès, leur voisine du territoire de prédilection des groupes terroristes depuis l'avènement d'Al-Qaïda au Maghreb pour prendre la suite du GSPC d'aussi triste mémoire, de connaître une opération, certes de moindre envergure, mais qui illustre parfaitement la mainmise des troupes de l'ANP sur le terrain de la lutte antiterroriste.

Une autre opération qui a asséné un coup très rude à ce qu'il reste du groupe Al-Ansar, un des plus meurtriers parmi ceux qui activaient et activent encore par intermittence, avec d'autres groupuscules, sur le vaste territoire que constituent les trois wilayas à l'Est de la capitale.

Le bilan de cette finissante première semaine du mois de mars est aussi éloquent que le fut février. Si les éliminations de terroristes et les arrestations reflètent l'image du cours pris dans la lutte antiterroriste, les éléments de l'ANP ont également mis la main sur d'impressionnants arsenaux, particulièrement au sud du pays où de véritables cargaisons d'armes ont été récupérées, alors qu'au nord, en dehors des pistolets mitrailleurs kalachnikovs ou des fusils semi-automatiques Simonov ramassés sur les cadavres des terroristes abattus ou arrêtés, il y a ces deux découvertes de ces deux derniers jours, à Boumerdès d'abord, au lendemain de la mise hors d'état de nuire des quatre terroristes à Dellys, puis hier près de la ville d'Azazga dans la wilaya de Tizi-Ouzou. Mardi donc, les militaires du secteur opérationnel de Boumerdès ont découvert neuf quintaux de produits chimiques servant dans la fabrication d'explosifs, enfouis dans des fûts en plastique à Chabet-El-Ameur, selon un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Dans la même journée, toujours selon un communiqué du MDN, c'est dans la wilaya de Tizi-Ouzou, sans autre précision sur le lieu exact, que les éléments de l'ANP ont retrouvé des fûts où étaient dissimulés près de cent kilos de produits chimiques destinés également à la fabrication artisanale d'explosifs.

Photo : DR

Une lutte acharnée contre les terroiristes.

Une découverte à laquelle est venue s'ajouter une autre hier, à Azazga, selon un nouveau communiqué du MDN, où 150 litres d'acide nitrique, destinés vraisemblablement à la fabrication d'engins explosifs, ont été découverts.

A. M.

TRIBUNAL CRIMINEL DE OUARGLA

12 ans de prison ferme pour implication dans l'enlèvement de l'ancien wali d'Illizi

Une peine de 12 ans de prison ferme a été prononcée mercredi par le tribunal criminel de Ouargla à l'encontre de M.G (31 ans) impliqué dans l'enlèvement et la séquestration de l'ancien wali d'Illizi, Mohamed Laid Khelfi.

Le mis en cause, originaire de la région de Debdeb (wilaya d'Illizi), a été condamné pour les chefs d'inculpation de «constitution de bande terroriste armée visant à porter atteinte à la stabilité des institutions et leur fonctionnement, ainsi que d'enlèvement et séquestration de personnes sans instruction des autorités compétentes».

Les faits de cette affaire remontent, selon l'arrêt de renvoi, à la date du 16 janvier 2012, lorsque les services de la Gendarmerie nationale de la wilaya d'Illizi ont reçu un appel téléphonique les informant de l'enlèvement par trois individus armés circulant à bord d'un véhicule tout-terrain du wali d'Illizi à l'époque, dans la localité de Timeroualine (80 km de Debdeb) où il effectuait une visite d'inspection.

Les auteurs du rapt, dont le dénommé M.G, armés de kalachnikovs, ont conduit leur victime à bord d'un véhicule tout-terrain en territoire libyen, avec pour but d'atteindre Ghadamès où ils devaient le remettre au groupe terroriste d'Abou Zeid activant dans la région du Sahel, selon la même source.

Après l'intensification des contacts entre les autorités algériennes et libyennes, la victime de l'enlèvement a pu être libérée par les autorités libyennes et remise à leurs homologues algériennes au poste frontalier de Debdeb, a-t-on rappelé.

Les investigations ont révélé que le but de l'opération d'enlèvement était la revendication par les ravisseurs de la remise en liberté de certains de leurs proches, condamnés à de lourdes peines dans des affaires de contrebande.

Le représentant du ministère public avait, au regard de la gravité des faits reprochés, requis la prison à vie à l'encontre de M.G qui était en fuite et qui avait été arrêté dans une autre affaire.

APS

PERSONNELS DU SECTEUR DES FINANCES :

«Nous exigeons de voir Monsieur le Ministre !»

Les fonctionnaires du secteur des finances menacent d'une grève nationale et le blocage de toutes les administrations relevant de ce secteur névralgique si leurs «revendications légitimes» ne sont pas traduites sur le terrain.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Exaspérés par «40 années de marginalisation», les fonctionnaires membres de l'Union nationale des personnels du secteur des finances (UNPSF) affiliée au Syndicat national des fonctionnaires de l'administration publique (SNPAP-aile Felfoul), menacent de «durcir» le ton envers la tutelle, en l'occurrence le ministère des Finances, qui demeure «sourde» à leurs doléances. Et surtout, les dirigeants syndicaux dénoncent le «zèle» et la «fuite en avant» du secrétaire général du ministère accusé «de chercher à gagner du temps» tout en délégitimant les représentants sociaux des fonctionnaires.

Désormais, les syndicalistes exigent de voir «le ministre en personne» dénonçant par la même occasion le «parti pris» de ce haut responsable en faveur d'un autre syndicat, lui qui s'entêterait, selon eux, à ne pas reconnaître les syndicalistes du Snapap. «Nous ne sommes pas contre le pluralisme syndical, bien au contraire, mais nous pensons que cette attitude n'est pas légale», affirment les syndicalistes.

Le conseil national de l'Union nationale des personnels du secteur des finances (UNPSF) devrait se tenir incessamment pour décider des actions de protestation à entreprendre dans le cas où la tutelle ne répond pas favorablement à la principale revendication qui est celle de l'ouverture du dialogue avec les travailleurs. Cela a pourtant été le cas du temps de l'ancien ministre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa, et qui a désamorcé la situation en recevant les dirigeants syndicaux à la table de dialogue. «Depuis le renouvellement du syndicat en 2015, nous avons adressé notre plateforme de revendications au ministère de tutelle. Cependant, ce dernier a choisi la politique de la fuite en avant», a regretté d'emblée Nacer Laslaâ à l'occasion d'un point de presse tenu hier au siège du Snapap à Bab-Ezzouar.

Plusieurs actions de protestation ont été observées par les fonctionnaires membres de l'UNPSF dont la dernière en date a consisté en une grève de 5 jours fin décembre, et suivie à plus de 70%. Un chiffre fortement relativisé par la tutelle qui a parlé d'un suivi de 5%.

Les syndicalistes portent l'entière responsabilité de la radicalisation de leur mouvement au ministère des Finances «qui nous fait des promesses sans pouvoir les tenir». «Nous demandons l'ouverture d'un dialogue responsable et qu'il y ait un débat argument contre argument», déclare Benelmili El Ayachi, secrétaire national chargé de la formation au Snapap qui estime que les «revendications légitimes des travailleurs ne permettent aucun ajournement».

Il dénonce les intimidations contre les travailleurs et syndicalistes de l'UNPSF, notamment les ponctions sur salaire contre les grévistes et ponctionnées directement sur le salaire. «C'est anti-réglementaire, cette ponction porte sur les 5 jours de grève alors que la loi parle de 3 jours seulement. De plus, elle est prélevée sur le salaire alors qu'elle doit concerner les primes. Aussi, la loi prévoit que la ponction se fait en concertation avec les travailleurs, ce qui n'a pas été le cas», fulmine le syndicaliste. «Tous les ministères ont ouvert les portes du dialogue avec leurs travailleurs, c'est à croire que le secteur des finances relève d'une autre République. Dorénavant, nous n'acceptons de dialoguer avec aucun responsable hormis le ministre», annonce-t-on.

Y. D.

DIPLOMATIE

Le MAE espagnol salue le rôle de l'Algérie dans le nord de l'Afrique et en Méditerranée

Le ministre espagnol des Affaires étrangères et de la Coopération, Alfonso Dastis, a salué hier le rôle joué par l'Algérie dans le nord de l'Afrique et en Méditerranée, affirmant que l'Espagne et l'Algérie œuvrent pour l'approfondissement et la diversification de leurs relations.

«L'Espagne et l'Algérie sont des pays voisins et des partenaires stratégiques. L'Espagne accorde une grande importance au rôle que l'Algérie joue en tant que pôle de stabilité dans le nord de l'Afrique et la Méditerranée», a déclaré M. Dastis, dans une interview accordée à l'APS, à l'occasion de la visite de travail qu'il effectue en Algérie.

Après avoir rappelé que les deux pays, qui sont liés par un traité d'amitié, bon voisinage et de coopération de 2012, se sont accordés pour «approfondir et diversifier» leurs relations avec des «résultats tangibles».

«En effet, l'Espagne et le partenaire européen qui a célébré le nombre le plus élevé de sommets avec l'Algérie», a indiqué le ministre espagnol, précisant que la coopération entre les administrations des deux pays est «riche et fructifère» dans les domaines les plus variés.

«L'Algérie est aussi un partenaire constant et fiable pour l'Espagne dans le domaine de l'énergie. Les entreprises espagnoles veulent contribuer au développement de l'Algérie et à la diversification de son économie. Notre position proéminente parmi les partenaires économiques de l'Algérie est un résultat concret de cet intérêt», a-t-il ajouté.

M. Dastis a, dans le même contexte, évoqué le dialogue politique entre les deux pays, qui, a-t-il dit, est «très dynamique et a incorporé récemment un nouveau format (le dialogue stratégique)».

«L'Espagne a toujours apprécié le rôle majeur que l'Algérie joue en tant qu'acteur de stabilité dans l'espace africain et en Méditerranée et je constate avec satisfaction que d'autres partenaires se sont joints à nous dans cette reconnaissance», a également souligné M. Dastis.

«En tant que membre non-permanent du Conseil de sécurité de l'Onu pour la période 2015-2016, nous avons eu le privilège de travailler étroitement avec l'Algérie», a soutenu le MAE espagnol.

Le ministre espagnol a, dans le même ordre d'idées, salué l'«influence» de l'Algérie au sein de l'Union africaine où elle a occupé depuis longtemps, a-t-il rappelé, des «postes clés».

«Dans le Sahel, je voudrais mentionner plus particulièrement le rôle incontournable que l'Algérie a joué comme chef de file de la médiation au Mali, qui vient de rendre possible le déploiement des autorités intérimaires dans le pays», a, en outre déclaré, M. Dastis.

Le responsable espagnol a, par ailleurs, mentionné l'«importance primordiale» que les deux pays accordent au processus du dialogue 5+5 de la Méditerranée occidentale, dont l'Algérie, a-t-il rappelé, détient actuellement une des coprésidences.

«Dans ce cadre, l'Algérie et l'Espagne ont impulsé conjointement une initiative pionnière sur les ressources hydriques», a-t-il ajouté.

La visite de travail, de deux jours, en Algérie du chef de la diplomatie espagnole, intervient à l'invitation du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra.

Elle s'inscrit dans le cadre «des consultations politiques régulières» entre l'Algérie et l'Espagne, a-t-on indiqué.

Les entretiens prévus, à cette occasion, entre les deux parties, leur permettront «d'approfondir» leur dialogue politique sur les questions d'intérêt commun et de procéder à une «évaluation» des relations bilatérales dans la perspective de la tenue à Alger, au cours de l'année 2017, de la 7e réunion de haut niveau algéro-espagnole.

APS